



**« On se questionne et on s'implique
pour prévenir les violences »**

Union des Femmes Réunionnaises

UFR

**NOTE DE RESTITUTION FINALE
DU PORTEUR DE PROJET**

Ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports

Direction de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et de la Vie Associative
Institut National de la Jeunesse et de l'Éducation Populaire
Mission d'animation du Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse

95, avenue de France – 75650 Paris CEDEX 13
www.experimentation.jeunes.gouv.fr





INTRODUCTION

Ce projet a été financé par le Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse dans le cadre de l'appel à projets APDOM n°4 lancé en 2014 par le Ministère chargé de la jeunesse.

Le Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse est destiné à favoriser la réussite scolaire des élèves et améliorer l'insertion sociale et professionnelle des jeunes de moins de vingt-cinq ans. Il a pour ambition de tester de nouvelles politiques de jeunesse grâce à la méthodologie de l'expérimentation sociale. A cette fin, il impulse et soutient des initiatives innovantes, sur différents territoires et selon des modalités variables et rigoureusement évaluées. Les conclusions des évaluations externes guideront les réflexions nationales et locales sur de possibles généralisations ou extensions de dispositifs à d'autres territoires.

Le contenu de cette note n'engage que ses auteurs, et ne saurait en aucun cas engager le Ministère.

Ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports
Direction de la Jeunesse, de l'Éducation populaire et de la Vie associative
Institut National de la Jeunesse et de l'Éducation Populaire
Mission d'animation du Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse
95, avenue de France – 75650 Paris CEDEX 13

Pour plus d'informations sur l'évaluation du projet, vous pouvez consulter le rapport d'évaluation remis au Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse par l'évaluateur du projet sur le site www.experimentation.jeunes.gouv.fr



FICHE SYNTHÉTIQUE DU PROJET

| |
|---|
| THÉMATIQUE : Lutte contre les discriminations Numéro du projet : APDOM4_47 |
| LE DISPOSITIF EXPERIMENTÉ |
| Titre : On se questionne et on s'implique pour prévenir les violences |
| Objectifs initiaux : Aller vers une vraie prise de conscience de l'existence des représentations stéréotypées des notions de genre ; Développer un esprit critique propre à déconstruire les stéréotypes sexistes ; Faire évoluer les méthodes et les outils pour davantage d'égalité et de mixité. |
| Public(s) cible(s) : Enfants, jeunes, enseignants, personnels d'écoles, associations, collectivités, parents |
| Descriptif synthétique du dispositif expérimenté : Réaliser et expérimenter des outils pédagogiques spécifiques, supports de discussions, débats sur les stéréotypes qui provoquent des inégalités, discriminations et violences |
| Territoire(s) d'expérimentation : Au départ le sud-ouest puis au final toute l'île, le territoire régional, en incluant des zones urbaines sensibles, des zones rurales, REP+ |
| Valeur ajoutée du dispositif expérimenté : Des outils pédagogiques fabriqués par des enfants, jeunes avec des enseignants et des artistes, professionnels ; Développement du volet éducation/prévention de l'association |
| Partenaires techniques opérationnels : (1) Avec au départ : la Communauté Académique en Recherche Développement Innovation et Expérimentation (CARDIE) et des écoles et établissements, Education Nationale (2) Avec au final : la chargée de mission égalité filles/garçons du rectorat, la Délégation régionale aux droits des femmes, le conseiller du Défenseur des Droits et des associations |
| Partenaires financiers (avec montants): FEJ (54 198 €), UFR (3 600 €), Education Nationale (85 000 €) |
| Durée de l'expérimentation : Durée initiale et effective : 24 mois |
| LE PORTEUR DU PROJET |
| Union des Femmes Réunionnaises (UFR) (Association) |
| L'ÉVALUATEUR DU PROJET/ DU PROGRAMME |
| Quadrant Conseil (Structure du privé) |



PLAN DE LA NOTE DE RESTITUTION

Sommaire

Introduction (p. 5)

I. Rappel des objectifs et du public visé par l'expérimentation (p. 5)

A. Objectifs de l'expérimentation (P. 5)

B. Public visé et bénéficiaires de l'expérimentation (analyse quantitative et qualitative) (p. 6)

1. Public visé (P. 6)
2. Bénéficiaires directs (p. 6)
 - 2.1. Statistiques descriptives (P. 6)
 - 2.2. Analyse qualitative (P. 7)
3. Bénéficiaires indirects (p. 8)

II. Déroulement de l'expérimentation (p.8)

A. Actions mises en œuvre (p. 8)

B. Partenariats (p. 13)

1. Partenaires opérationnels (p. 13)
2. Partenaires financiers (p.14)

C. Pilotage de l'expérimentation (p. 14)

D. Difficultés rencontrées (p.14)

III. Enseignements généraux de l'expérimentation (p. 15)

A. Modélisation du dispositif expérimenté (p. 15)

B. Enseignements et conditions de transférabilité du dispositif (p. 15)

1. Public visé (p. 15)
2. Actions menées dans le cadre du dispositif (p. 16)
3. Partenariats, coordination d'acteurs et gouvernance (p. 16)
4. Impacts sur la structure (p. 17)

Conclusion (p. 17)

Annexes (p. 19-20-21)

Introduction

L'Union des Femmes Réunionnaises (UFR) existe depuis 1958 et travaille depuis plusieurs décennies à lutter contre toutes les formes de violences à l'encontre des femmes. Les stéréotypes et les représentations inégalitaires autour des filles et des garçons sont ancrés dès le plus jeune âge et entravent l'égalité entre les femmes et les hommes dans nos sociétés.

Le projet « On se questionne et on s'implique pour prévenir les violences » s'inscrit dans la lignée des combats de l'association et s'inscrit dans ses mots d'ordre revendicatifs pour l'égalité entre les femmes et les hommes.

I. Rappel des objectifs et du public visé par l'expérimentation

A. Objectifs de l'expérimentation

L'Union des Femmes Réunionnaises (UFR) voulait devenir l'association ressource des socles et supports pédagogiques, le réceptacle du transfert de compétence des travaux de l'équipe du projet, afin de pouvoir proposer les outils à une échelle départementale. La phase expérimentale prévue dans un premier temps dans le bassin sud-ouest avait vocation à toucher toute l'île.

Les objectifs visaient à la fois les élèves et le personnel éducatif. Il fallait questionner les représentations des filles et des garçons chez le jeune public, les méthodes d'approche des enseignants, adultes sur cette question des représentations stéréotypées. Au vu de l'absence d'études sur les représentations des enfants et des enseignants de l'île de la Réunion, sur l'approche des stéréotypes qui engendrent des inégalités entre filles et garçons, ce projet est novateur. Il devait permettre de dresser un état des lieux très précis de la réalité sur le terrain, dans le milieu scolaire et périscolaire, d'identifier les représentations sexistes des jeunes et cela dès leur plus jeune âge.

Les outils pédagogiques créés et expérimentés à petite échelle devaient être parfaitement adaptés aux spécificités locales. Ils devaient permettre d'ouvrir des débats, de soulever des problématiques, de susciter des remises en questions, d'engager des réflexions sur les stéréotypes sexistes en apportant dès le plus jeune âge une prise de conscience de leur existence. Le dispositif devait permettre la mise en place d'une méthodologie de questionnement pour identifier les stéréotypes sexistes et prévenir les violences faites aux femmes. Les outils pédagogiques étaient destinés à l'utilisation de l'association porteuse du projet mais aussi de tous les acteurs de la communauté éducative. L'UFR souhaitait devenir un lieu de thésaurisation et de mutualisation des ressources et encourager la création d'autres projets expérimentaux sur la même problématique.

Les principaux objectifs opérationnels du projet étaient :

- Aller vers une vraie prise de conscience de l'existence de représentations stéréotypées des notions de genre
- Développer un esprit critique propre à déconstruire les stéréotypes sexistes
- Faire évoluer les méthodes et les outils pédagogiques pour davantage d'égalité et de mixité

B. Public visé et bénéficiaires de l'expérimentation (analyse quantitative et qualitative)

1. Public visé

Initialement, il était prévu que le dispositif concerne les élèves et le personnel des écoles, collèges et lycées de la maternelle au lycée mais aussi leurs parents, enseignants, les personnels des écoles, établissements scolaires. Onze écoles, établissements du bassin sud-ouest de l'île, de Saint-Leu à la Possession, devaient être concernés par les actions.

Dans la convention, nous prévoyions 929 bénéficiaires directs, soit 425 jeunes et 554 adultes pour toute la durée de l'expérimentation.

L'Union des Femmes Réunionnaises (UFR) avait déjà mené des actions de prévention en faveur d'enfants, jeunes mais ce partenariat avec des établissements scolaires est une nouveauté pour la structure intervenant habituellement, directement et essentiellement auprès de femmes victimes.

2. Bénéficiaires directs

2.1. Statistiques descriptives

Au final, sur toute la durée de l'expérimentation, quatre fois plus de personnes ont été concernées par rapport au prévisionnel de la convention.

Tableau récapitulatif global pour toute la durée de l'expérimentation :

| | Bénéficiaires entrés l'année 1 | Bénéficiaires entrés l'année 2 | Bénéficiaires entrés l'année 3 | Bénéficiaires entrés pendant toute la durée de l'expérimentation | Bénéficiaires ayant abandonnés ou ayant été exclus en cours de dispositif |
|--------------------------------------|---------------------------------------|---------------------------------------|---------------------------------------|---|--|
| Jeunes | 150 | 425 | 1215 | 1790 | 125 |
| Adultes | 6 | 554 | 1900 | 2460 | 5 |
| Nombre total de bénéficiaires | 156 | 979 | 3115 | 4250 | |

Tableau des bénéficiaires directs au total par caractéristiques :

| Répartition, détails | |
|-----------------------------|------|
| 1. Jeunes | |
| Âge | |
| Moins de 6 ans | 125 |
| 6-10 ans | 245 |
| 10-16 ans | 1000 |
| 16-18 ans | 335 |
| 18-25 ans | 85 |
| Situation | |

| | |
|--|------|
| Elèves en pré-élémentaire | 125 |
| Elèves en élémentaire | 245 |
| Collégiens | 1000 |
| Lycéens en LEGT | 275 |
| Lycéens en lycée professionnel | 60 |
| Jeunes apprentis en CFA | |
| Étudiants du supérieur | 82 |
| Demandeurs d'emploi | |
| Actifs occupés | 3 |
| Niveau de formation | |
| Infra V | 1705 |
| Niveau V | 35 |
| Niveau IV | 20 |
| Niveau III | 30 |
| Sexe | |
| Filles | 895 |
| Garçons | 895 |
| 2. Adultes | |
| Qualité | |
| Parents | 2200 |
| Enseignants | 215 |
| Conseillers d'orientation- psychologues | 16 |
| Conseillers principaux d'éducation | 15 |
| Conseillers d'insertion professionnelle | 1 |
| Animateurs | 5 |
| Éducateurs spécialisés | 8 |

2.2. Analyse qualitative

Au final, 4 250 bénéficiaires directs : 1 790 jeunes et 2 460 adultes.

Initialement, les bénéficiaires directs ont été les élèves, des écoliers, collégiens et lycéens du bassin sud-ouest tel que prévu dans la convention. Le public s'est élargi la deuxième année car d'autres écoles, établissements de toute l'île ont été mobilisés. Des étudiants, stagiaires ont été concernés. L'association a été porteuse d'autres nouvelles actions éducatives en partenariat avec le rectorat et des municipalités dans le cadre d'activités périscolaires et de centres de loisirs : le lien a été fait avec les enseignants des élèves concernés qui ont été sensibilisés à la problématique et ont désiré s'investir dans le projet.

Pour toucher un maximum de jeunes et d'adultes, des conférences, animations et débats ont été organisés. Il y a eu des conférences de presse avec les partenaires, le projet a été suivi par les médias.

Le dispositif a concerné des zones urbaines sensibles et zones rurales situées sur le littoral et les hauts de l'île. Le territoire d'intervention a inclus des quartiers de la politique de la ville et une partie des bénéficiaires étaient suivis par la mission locale.

3. Bénéficiaires indirects

Les familles, parents et fratries des élèves impliqués ont été les premiers bénéficiaires indirects mais de très nombreuses autres personnes ont été concernées. Il est très difficile d'en faire une estimation précise mais une grande partie de la population a très certainement eu connaissance du dispositif et a pu se questionner et/ou observer des questionnements car le projet a été régulièrement médiatisé (presse écrite, internet, radio et télévision). Les livres sont présents dans les bibliothèques, mis à la disposition de nombreuses écoles, collèges, réédités, présents à des salons de littérature. Tous les outils sont téléchargeables et les films publiés sur Youtube. La Communauté Académique en Recherche Développement Innovation et Expérimentation (CARDIE) a créé des murs collaboratifs pour les écoles, établissements engagés dans le projet et les liens ont été communiqués à de très nombreux enseignants, professionnels de l'éducation.

<http://padlet.com/runcardie>

II. Déroulement de l'expérimentation

A. Actions mises en œuvre

En raison du report de la réunion et donc décision du jury de sélection des projets, les établissements du secondaire, sauf un, n'ont pas pu démarrer au cours de l'année scolaire 2014/2015 comme l'ont fait les écoles.

Concernant la préparation du projet, il y a donc eu deux phases, deux périodes de réunions, concertations de l'équipe de pilotage avec les enseignants, équipes pédagogiques des écoles et établissements. D'abord, de décembre 2014 à mars 2015, ce sont les personnels des écoles et du lycée qui se sont lancés dans le projet dès l'année scolaire 2014/2015 qui ont été concernés. Ensuite, de juin à septembre 2015, l'équipe de pilotage est allée à la rencontre des personnels des collèges et des lycées qui ont démarré à la rentrée scolaire 2015/2016.

Pour la mise en œuvre du projet, il y a donc aussi eu deux phases, deux périodes de création d'outils, au cours de l'année scolaire 2014/2015 pour le primaire, puis en 2015/2016 pour le secondaire pour quatre actions prévues dans la convention pour la réalisation des objectifs du projet.

- Action initiale 1 : réalisation et enregistrement de quatre chansons dénonçant les comportements sexistes et prônant l'égalité et la mixité par et à destination des élèves du primaire et du secondaire.
- Action initiale 2 : réalisation et édition de deux albums de littérature de jeunesse à l'encontre des stéréotypes sexistes par et à destination des élèves du primaire.
- Action initiale 3 : réalisation et représentation de trois pièces de théâtre dénonçant des stéréotypes par et à destination des élèves du primaire et du secondaire.

- Action initiale 4 : réalisation et projection de deux films documentaires mettant en scène des comportements sexistes banalisés par et à destination des élèves du secondaire.

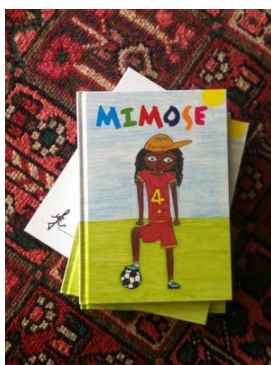
Comme prévu dans la convention, des artistes, professionnels ont participé pour que les élèves réalisent des outils de qualité avec leurs enseignants.

Il y a eu une première phase de création avec des interventions auprès des élèves du primaire et d'un lycée, de janvier à mai 2015 avec la finalisation des outils et de mai à juin 2015 (spectacles, tournages et enregistrements).

La deuxième phase de création a concerné les établissements du second degré et une classe de primaire, de septembre 2015 à mai 2016 avec la finalisation (spectacles, tournages et enregistrements) de mai à juin 2016.

Les premiers outils prévus, les livres ont été réceptionnés en janvier 2016, puis les productions théâtrales, les films et le CD en mai/juin 2016 et des outils supplémentaires qui ont été réalisés.

Liste des outils/supports pédagogiques réalisés dans le cadre du dispositif et mis à la disposition de tous les enseignants, écoles, établissements scolaires mais aussi associations, collectivités :



- **Série d'albums (niveau cycle1/2) (version numérique disponible) « Les filles et les garçons, c'est pas pareil »**

Bande dessinée réalisée par des élèves de moyenne section, classe de Laurence Vallet, école maternelle du Petit Pont à Trois-Bassins en 2014/2015 avec la participation de Nathalie Millet, illustratrice, éditions Orphie.

- **Série de livres (niveau cycle 2/3) (version numérique disponible) « Mimose »**

Roman de littérature de jeunesse réalisé par les élèves de CM1, classe de Karine Bachaud en 2014/2015, école élémentaire les Combavas à Saint-Paul avec la participation de Kitty Lisador, auteure/conteuse et Claire Carcel, illustratrice, éditions Orphie.

- **CD de 4 chansons (Tous les niveaux), album « Colorons le Monde »** (version chantée et version instrumentale pour chaque chant) (Format MP3 disponible)

Pochette réalisée à partir des photos des élèves de Catherine Librecht, professeure d'arts plastiques au collège Pointe des Châteaux.

« **Kan nou lé** » des élèves de moyenne section, classe de Hugues Meyere, 2014/2015, école maternelle de la Saline les Hauts, Saint-Paul (niveau cycle 1/2)

« **Zistoir légalité** » des élèves de CM1, classe de Nathalie Hoareau en 2014/2015, école élémentaire le Ruisseau, Saint-Paul (niveau cycle 1/2)

« **Colorons le Monde** » des élèves de 4^{ème} du collège de la Pointe des Châteaux en 2015/2016 avec Alison Bajracharya, professeure de français (niveau cycle 2/3, collège/lycée)

« **Akoz** » des élèves de terminale du lycée Stella en 2014/2015 avec Michèle Nébot, professeure de français (niveau collège/lycée)

- **Film (support numérique) « La Révolte de Blanche-Neige »** (niveau cycle 2/3)

Pièce de théâtre des élèves de CP de l'école élémentaire Saint-Leu centre, 2015/2016 classe de Catherine Kozlovsky filmée par Firmin Savoula, cameraman/monteur

https://www.youtube.com/watch?v=t_3sCh4KBaQ

- **Film (support numérique) « 10criminations »**, (niveau collège/lycée)

Documentaire/fiction des élèves du lycée Plateau Caillou, Saint-Paul en 2015/2016 avec Nathalie Froment, professeure d'arts option théâtre, Yanick Marry, réalisateur et Firmin Savoula, cameraman/monteur

<https://www.youtube.com/watch?v=hQlut8GG-Xg>

- **Film (support numérique) « Stéréotypes sexistes en milieu professionnel »**, (niveau collège/lycée)

Documentaire des élèves du lycée de la Possession avec Jessica Alaguiry Rivière, professeure d'espagnol, en 2015/2016, Yanick Marry, réalisateur et Firmin Savoula, cameraman/monteur

https://www.youtube.com/results?search_query=stéréotypes+sexistes+en+milieu+professionnel

- **Film (support numérique) « Esthéticien »** (niveau cycle 3, collège/lycée)

Témoignage d'un professionnel pour le projet (reportage amateur)

<https://www.youtube.com/watch?v=xrhtmOWpq8I>

- **Film (support numérique) « Akoz »**, (niveau collège/lycée)

Clip vidéo réalisé à partir de la chanson « Akoz » avec les élèves du lycée Stella en 2015/2016, classe de Michèle Nébot, professeure de français et créole avec Yanick Marry, réalisateur et Firmin Savoula, cameraman/monteur

<https://www.youtube.com/watch?v=QvVoZbqgLos>



Des rencontres, réunions de préparation, concertations et/ou bilans régulièrement en petits groupes, rarement avec le comité de pilotage au complet.



Avec des artistes...



Avec des enseignantes...



Avec une municipalité...



Avec des lycéennes porteuses d'un projet...



Entre municipalité et artistes...



Avec d'autres associations...

Les outils réalisés ont été distribués gratuitement à des enseignants, écoles, établissements, associations volontaires qui les ont testés, expérimentés et ont fait (et font encore) des retours.



Les films documentaires sont régulièrement utilisés comme supports de conférences, débats/discussions en petits et grands groupes.



Nous avons composé et proposé différentes formules d'animations, conférences, débats avec des élèves, parents, enseignants, écoles, établissements.

Nous avons dispensé une série de trois animations pédagogiques à des enseignants des trois cycles primaires d'une circonscription de Saint-Denis.

Programme :

Présentations et attentes

Les stéréotypes, les inégalités et les discriminations

Didier Lefèvre, conseiller territorial du Défenseur des Droits
et/ou Jeunes Ambassadeurs des Droits auprès des Enfants (JADE)
Le projet "On se questionne et on s'implique contre les violences"

Les outils à disposition des enseignants

L'expérimentation et sa valorisation

Catherine Kozlovsky, pilote de projet UFR
Et Pascal Chabernaud, CARDIE

La socialisation des filles et des garçons
Les inégalités filles/garçons dans le système éducatif
Outils

Sylvie Lesage, chargée de mission égalité filles/garçons
Et/ou Sylvie Leroux, Chancégal

Nous avons organisé une journée de formation syndicale à destination d'une cinquantaine d'enseignants du premier degré.

Programme :

Les inégalités filles/garçons dans le système scolaire

La socialisation des filles et des garçons

Sylvie Lesage, chargée de mission égalité filles/garçons
Et Sylvie Leroux, Chancégal

Le projet "On se questionne et on s'implique contre les violences"

L'expérimentation, sa valorisation et sa suite

Catherine Kozlovsky, pilote de projet UFR

Les rapports sociaux au travail : rapports genrés?

Irène Stojcic, directrice de l'ORS

Harcèlement et discriminations, cadre légal,

Didier Lefèvre, Conseiller territorial du Défenseur des Droits



Dans le cadre de la journée du 25 novembre 2016, avec l'association Solidarités et cultures, nous avons participé à l'organisation de la venue sur l'île de la Compagnie Marie Ruggeri qui a donné une représentation du spectacle « Louise Michel, écrits et cris » et a animé des ateliers/débat dans les établissements scolaires engagés dans le projet.

Après les journées des droits des femmes des collèges autour du 8 mars 2016, celles contre les violences faites aux femmes autour du 25 novembre 2016.



B. Partenariats

1. Partenaires opérationnels

| Nom de la structure partenaire | Type de structure partenaire | Rôle dans l'expérimentation |
|---|-------------------------------------|--|
| Union des Femmes Réunionnaises (UFR) | Association | Port et pilotage du projet |
| Soroptimist International (SI) Club Ouest Ile de la Réunion | Association | Accompagnement et essaimage |
| Lékol du bonheur (LDB) | Association | Relais, Interventions et essaimage |
| Communauté Académique en Recherche Développement Innovation et Expérimentation (CARDIE) | Institution Education Nationale | Accompagnement Et valorisation |
| Chargée de mission égalité filles/garçons du rectorat | Institution Education Nationale | Accompagnement Et interventions |
| Ecoles, établissements | Institution Education nationale | Public bénéficiaire Transfert |
| Conseiller territorial du Défenseur des droits | Institution Défenseur des droits | Interventions, formation et accompagnement |
| Déléguée régionale aux droits des femmes | Institution Etat | Interventions |
| Chancégal | Association | Interventions |
| AMAFAR-EPE | Association | Formation et interventions |
| Solidarités et cultures | Association | Ateliers artistiques |

2. Partenaires financiers

| Financements | Part de ces financements dans le budget total de l'expérimentation (hors évaluation) en % |
|---|---|
| Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse | 37% |
| Cofinancements extérieurs à la structure Education National (bénévolat) | 60% |
| Autofinancement | 3% |

C. Pilotage de l'expérimentation

La composition du comité de pilotage a varié en fonction des périodes mais aussi des actions. Il y a eu beaucoup d'évolutions en trois ans.

La plupart des bénévoles exerce une activité professionnelle et il a été souvent difficile de convenir d'une date et heure de réunion pour tous : les personnels des institutions sont disponibles aux horaires de bureau pendant que les bénévoles travaillent.

Les engagements associatifs sont soumis aux contraintes de la vie quotidienne, on peut être disponible à un certain moment puis soudainement ne plus l'être à un autre. Au sein de l'Union des Femmes Réunionnaises, certaines personnes qui avaient des rôles importants dans le comité de pilotage ont démissionné et l'équipe projet a complètement changé : les nouveaux n'étaient pas aux faits et cela n'a pas été simple.

Il n'y a quasiment jamais eu de réunion de l'équipe au complet mais une succession de rencontres en petits comités. La communication entre les membres s'est essentiellement faite par des courriels en copie d'abord aux personnes directement concernées puis à tous pour information en fonction des actions et participations.

Membres du comité de pilotage sur toute la durée du projet : Catherine Kozlovsky, pilote du projet, Pascal Chabernaud, Communauté Académique en Recherche Développement Innovation et Expérimentation (CARDIE), Sylvie Lesage, Chargée de mission égalité filles/garçons du rectorat, Didier Lefèvre, Conseiller territorial du Défenseur des Droits et Sylvie Leroux, association Chancégal.

D. Difficultés rencontrées

Au départ, beaucoup d'enseignants hésitaient à adhérer au projet mais les réticences se sont estompées au fil du temps pour faire place à une grande motivation. La médiatisation du dispositif a eu une influence considérable.

Toutefois, si dans le second degré, les chefs d'établissements étaient majoritairement favorables à l'engagement de leurs enseignants et ont été des appuis importants, cela n'a

pas toujours été simple dans le primaire. Les enseignants et les directeurs devaient systématiquement avoir l'accord des inspections avec des exigences, contraintes et un accueil différents face au projet, aux intervenants extérieurs. On a souvent opposé une priorité aux fondamentaux.

Le fait que la presse soit intéressée pour suivre le projet a suscité des inquiétudes concernant le droit à l'image et des dérives possibles. Des interdictions ont été posées pour le primaire dans un souci de protection du droit à l'image des enfants.

La situation personnelle de la pilote de projet, le fait qu'elle soit une enseignante du premier degré a été un facteur favorable à la communication avec les collègues et parents mais a rendu complexe les rapports avec l'autorité hiérarchique. Elle n'a en revanche rencontré aucun souci dans le secondaire où elle a toujours été très bien accueillie.

Il aurait fallu des réunions de coordination avec l'autorité académique au démarrage du projet pour faciliter la communication et l'harmonisation des contraintes mais les demandes de rendez-vous n'ont pas été prises en compte.

La lutte contre toutes formes de discriminations (**Prévenir les pratiques discriminatoires**) fait partie des missions prioritaires de l'Éducation Nationale, et des lois et valeurs de la République. La collaboration avec le conseiller territorial du Défenseur des Droits a eu une influence très favorable et déterminante sur la poursuite du dispositif.

III. Enseignements généraux de l'expérimentation

A. Modélisation du dispositif expérimenté

Localement, le dispositif pourrait se développer davantage. Il pourrait se généraliser et concerner toutes les circonscriptions de l'île. Il faudrait rééditer les livres dans un format moins onéreux afin de permettre aux écoles, collectivités et associations de se les procurer à moindre coût (Couverture souple et non cartonnée, réduction du format et épaisseur de la page). Pourquoi pas un seul pack (niveau de la maternelle au lycée) des deux livres et un code pour télécharger tous les documents numériques ? On pourrait aussi imaginer d'autres outils, supports comme des films pour le primaire, des romans pour le secondaire, des bandes dessinées pour tous... Pourquoi pas une suite de « Mimose », le roman de littérature niveau cycle 2/3 primaire ?

Nous pourrions, comme c'était prévu dans le projet initial, étendre le dispositif au département d'outre-mer voisin, Mayotte. Cela pourrait occasionner de beaux moments de partages et rencontres interculturelles (Correspondances scolaires, classes de découverte, expositions...). Les violences faites aux femmes sont une priorité nationale, l'affaire de tous les français, de métropole et ultra-marins, qui s'unissent dans un même combat.

B. Enseignements et conditions de transférabilité du dispositif

1. Public visé

Pour motiver un grand nombre de jeunes, il faut avoir un projet attractif, proposer des actions qui sortent du cadre habituel. Le fait de faire intervenir des artistes, de proposer une création a facilité l'adhésion de tous. L'intervenant qui n'a aucune connaissance des

programmes, du niveau des élèves, place de suite tout le monde sur un même pied d'égalité et facilite l'esprit d'équipe, d'un même groupe engagé dans un projet.

Il faut aller à la rencontre des enseignants, personnels éducatifs dans les établissements. La procédure consiste à prendre rendez-vous avec la direction des écoles, établissements et proposer d'intervenir au cours d'une réunion. L'idéal est d'être mis en contact avec un référent qui va ensuite constituer un groupe. Il est préférable d'avoir un seul interlocuteur, de communiquer avec une personne qui participe aux actions et est en contact direct avec les jeunes.

Le fait de réaliser un spectacle, une valorisation finale (remise de livre, CD, exposition...) favorise l'adhésion des parents. Il est important de les faire participer, d'organiser des rencontres. Ils ont manifesté le souhait de bénéficier de réunions d'informations concernant les violences faites aux femmes : comment réagir, se faire aider lorsqu'on est victime ou témoin ?

Pour un changement rapide des mentalités, il faut la sensibilisation et l'adhésion de toutes et tous.

2. Actions menées dans le cadre du dispositif

Nous avons organisé diverses actions de sensibilisation auprès d'élèves, enseignants, acteurs de l'éducation, parents (conférences, débats/discussion, formation syndicale, animations pédagogiques). Ces « formules » sont « transférables » : on peut les proposer à d'autres groupes avec des contenus identiques ou adaptés en fonction des circonstances ou du public.

Nous avons un réseau étendu de contacts, personnes susceptibles d'intervenir et compétentes. Beaucoup d'écoles, établissements nous sollicitent pour participer à nos actions, projets.

De nombreux autres outils de prévention pourraient être créés.

3. Partenariats, coordination d'acteurs et gouvernance

Le fait que la pilote de projet soit une enseignante a facilité la communication avec la communauté éducative. La collaboration dès le départ avec la Communauté Académique en Recherche Développement Innovation et Expérimentation (CARDIE) a facilité l'accès aux établissements du second degré et permis une bonne visibilité du projet. L'engagement de la chargée de mission égalité filles/garçons du rectorat a favorisé les relations avec l'institution. La renommée et les diverses relations de l'Union des Femmes Réunionnaises (UFR) a facilité les contacts avec les associations et les collectivités. Le fait que la présidente de l'association soit une femme députée a permis le déblocage de certaines situations et a favorisé le suivi médiatique. La collaboration avec le conseiller territorial du Défenseur des Droits a permis des interventions juridiques, la formation des bénévoles de l'association. et la mise à disposition des Jeunes Ambassadeurs des Droits auprès des Enfants (JADE). Les compétences et l'expérience de l'association Chancégal a augmenté la qualité du contenu des conférences, débats, discussions. La collaboration avec les différents acteurs a facilité d'autres actions, projets en faveur de l'éducation et le développement d'un réseau d'écoles, établissements, artistes engagés, associations, partenaires.

La pilote de projet s'est sentie bien entourée mais aussi très libre et en confiance. Elle a bénéficié d'une véritable formation de trois années et est maintenant sollicitée par

d'autres associations, établissements et collectivités pour des interventions, animations, montage et pilotage de projets éducatifs.

4. Impacts sur la structure

Avant le projet, l'Union des Femmes Réunionnaises (UFR) était surtout connue pour ses interventions en faveur des femmes victimes de violences et des familles en difficulté. L'association a gardé sa principale orientation mais avec le projet, un volet éducation/prévention s'est détaché du reste et s'est considérablement développé.

La collaboration avec les différents acteurs associatifs et institutionnels s'est étendue au-delà du domaine éducatif. Le conseiller territorial a formé les bénévoles de l'association pour un meilleur accueil, conseil et orientation des personnes victimes de harcèlement, discriminations.

Le réseau de contacts, la visibilité de l'association et de ses actions ont grandement été augmentés.

Conclusion

Les objectifs du projet ont été atteints. De très nombreux élèves, enseignants, personnels des écoles, établissements et parents ont été sensibilisés, les outils créés ont été testés, expérimentés avec des retours et sont maintenant utilisés par beaucoup d'enseignants, acteurs de l'éducation, professionnels et bénévoles.

Le dispositif a officiellement pris fin en décembre 2016 mais dans les faits, il perdurera jusqu'en août 2017 avec la fin de l'année scolaire. C'est le projet « Mots magiques contre les violences » imaginé pour organiser et accompagner la diffusion, la mutualisation et l'expérimentation des outils pédagogiques disponibles localement pour la prévention des violences faites aux femmes. Les partenaires du dispositif s'unissent pour une grande réflexion collective et un changement des mentalités et pratiques (L'Union des Femmes Réunionnaises (UFR) a été à l'origine de la tenue des premiers états généraux contre les violences faites aux femmes à la Réunion en novembre 2016).

En octobre 2016, les personnes les plus investies dans le projet « On se questionne et on s'implique pour prévenir les violences » ont décidé de se rassembler avec des amis pour créer Lékol du bonheur (LDB), une association qui mène des actions, projets pour former des éco-citoyens responsables, bienveillants, sans aucun jugement préconçu, respectueux de la diversité culturelle et de la nature, acteurs de leur vie et de leur avenir, ouverts sur le monde. LDB a été porteuse d'un projet autour du 8 mars « Mots magiques pour les droits des femmes et contre les discriminations » avec le Défenseur des Droits.

Annexes obligatoires à joindre au fichier :

- **Tableau 1 sur les publics** (à insérer à la fin du rapport)
- **Tableau 2 sur les actions** (à insérer à la fin du rapport)
- **Tableau 3 sur les outils** (à insérer à la fin du rapport)
- **Tableau 4 sur l'exécution financière** (à ne pas insérer au rapport)



Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse

Ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports

Direction de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et de la Vie Associative
Institut National de la Jeunesse et de l'Éducation Populaire
Mission d'animation du Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse

95, avenue de France – 75650 Paris cedex 13

Téléphone : 01 40 45 93 22

www.experimentation.jeunes.gouv.fr

Restitution du porteur de projet
Annexe 1 - Public visé par l'expérimentation
Nombre et caractéristiques des bénéficiaires et territoire d'intervention

| Numéro du projet | APDOM 47 | Nom de la structure porteuse de projet | Union des Femmes Réunionnaises (UFR) | | | |
|---|----------|--|--------------------------------------|--------------------------------|--|---|
| | | Bénéficiaires entrés l'année 1 | Bénéficiaires entrés l'année 2 | Bénéficiaires entrés l'année 3 | Bénéficiaires entrés pendant toute la durée de l'expérimentation | Bénéficiaires ayant abandonnés ou ayant été exclus en cours de dispositif |
| Nombre de bénéficiaires directement touchés par l'action | | | | | | |
| Jeunes | | 150 | 425 | 1215 | 1790 | 125 |
| Adultes | | 6 | 554 | 1900 | 2460 | 5 |
| Nombre total de bénéficiaires | | 156 | 979 | 3115 | 4250 | |

Bénéficiaires entrés pendant toute la durée de l'expérimentation

| Nombre de bénéficiaires directement touchés par l'action à l'entrée du dispositif, par caractéristiques | |
|---|------|
| 1. Jeunes | |
| Age | |
| Moins de 6 ans | 125 |
| 6-10 ans | 245 |
| 10-16 ans | 1000 |
| 16-18 ans | 335 |
| 18-25 ans | 85 |
| Autres : <i>(préciser)</i> | |
| Autres : <i>(préciser)</i> | |
| Situation | |
| Elèves en pré-élémentaire | 125 |
| Elèves en élémentaire | 245 |
| Collégiens | 1000 |
| Lycéens en LEGT | 275 |
| Lycéens en lycée professionnel | 60 |
| Jeunes apprentis en CFA | |
| Etudiants du supérieur | 82 |
| Demandeurs d'emploi | |
| Actifs occupés | 3 |
| Autres : <i>(préciser)</i> | |
| Autres : <i>(préciser)</i> | |
| Niveau de formation | |
| Infra V | 1705 |
| Niveau V | 35 |
| Niveau IV | 20 |
| Niveau III | 30 |
| Niveau II | |
| Niveau I | |
| Sexe | |
| Filles | 895 |
| Garçons | 895 |
| 2. Adultes | |
| Qualité | |
| Parents | 2200 |
| Enseignants | 215 |
| Conseillers d'orientation-psychologues | 16 |
| Conseillers principaux d'éducation | 15 |
| Conseillers d'insertion professionnelle | 1 |
| Animateurs | 5 |
| Educateurs spécialisés | 8 |
| Autres : <i>(préciser)</i> | |
| Autres : <i>(préciser)</i> | |

Réalisation

| Autre information concernant les bénéficiaires directement touchés par l'action à l'entrée du dispositif | |
|---|--|
| 1. Les jeunes bénéficiaires sont-ils inscrits et suivis par la mission locale (ML) ? | |
| Oui, tous les bénéficiaires directs sont inscrits et suivis par la ML Oui, une partie des bénéficiaires directs est inscrite et suivie par la ML Non, aucun bénéficiaire direct n'est inscrit et suivi par la ML | Oui, une partie des bénéficiaires directs est inscrite et suivie par la ML. |
| Echelle et territoire d'intervention de l'action mise en place | |
| 1. L'action que vous menez dans le cadre de cette expérimentation est-elle à l'échelle : | |
| Communale (une ou plusieurs communes dans un même département) Départementale (un ou plusieurs départements dans une même région) Régionale (une seule région) Inter-régionale (2 et 3 régions) Nationale (plus de 3 régions) ? | Régionale |
| 2. Votre territoire d'intervention inclut-il des quartiers politique de la ville ? | |
| Oui, la totalité de mon territoire d'intervention est en quartiers politique de la ville Oui, une partie de mon territoire d'intervention est en quartiers politique de la ville Non, mon territoire d'intervention n'inclut pas de quartiers politique de la ville | Oui, une partie de mon territoire |

Remarques

Toutes remarques liées aux éléments renseignés dans ce fichier peuvent être précisées dans cette cellule.

Restitution finale du porteur de projet
Annexe 2 - Calendrier de déroulement de l'expérimentation - Actions mises en œuvre

| Numéro du projet | Description synthétique de chaque action | Durée en mois | Ressources humaines mobilisées | | | Ressources matérielles mobilisées | | |
|-----------------------------------|--|---------------|---|-----------------|---|-----------------------------------|--|--|
| | | | Effectifs | ETP | Type de personnel concerné (qualifications) | Achats | Prestations de services | Autre (préciser) |
| 1. Préparation du projet | <i>Indiquer ici les dates de début et de fin de la phase d'actions</i> | | Bénévoles | Pas de salariés | | | | |
| Action n°1 | Premières réunions préparatoires et concertations de décembre 2014 à mars 2015 | 4 mois | De 2 à 30 personnes | | enseignants, personnels encadrant, direction | | interventions d'artistes, professionnels | Prêt de matériel |
| Action n°2 | Deuxième phase de réunions préparatoires et concertations de juin à septembre 2015 | 4 mois | De 2 à 50 personnes | | enseignants, personnels encadrant, direction | Vidéo projecteur, écran et sono | interventions d'artistes, professionnels | |
| 2. Mise en œuvre du projet | <i>Indiquer ici les dates de début et de fin de la phase d'actions</i> | | | | | | | |
| Action n°1 | Première phase de création d'outils avec interventions d'artistes, professionnels auprès des élèves, classes de janvier à mai 2015 | 5 mois | 6 classes et donc 160 élèves | | enseignants, personnels des écoles, établissements, artistes et professionnels | | interventions d'artistes, professionnels | Frais de déplacement |
| Action n°2 | Finalisations d'outils : spectacles, tournages, enregistrements de mai à juin 2015 | 2 mois | 6 classes, donc 160 élèves et des spectateurs (200 personnes) | | enseignants, personnels des écoles, établissements, artistes et professionnels | | interventions d'artistes, professionnels | Studio d'enregistrement, salle de spectacle, infographiste, maison d'édition |
| Action n°3 | Réunions pour bilans de avril à juillet 2015 | 4 mois | De 2 à 30 personnes | | enseignants, personnels des écoles, établissements, artistes et professionnels | | interventions d'artistes, professionnels | Frais de déplacement |
| Action n°4 | Deuxième phase de création d'outils avec interventions d'artistes, professionnels auprès des élèves, classes de septembre 2015 à mai 2016 | 9 mois | 9 classes, groupes et donc 260 élèves | | enseignants, personnels des écoles, établissements, artistes et professionnels | | interventions d'artistes, professionnels | Frais de déplacement |
| Action n°5 | Première phase d'expérimentation et de transfert de septembre à juin 2016 : mutualisation des premiers outils, réunions d'informations et de concertations | 9 mois | De nombreuses classes adhérent au projet qui est médiatisé | | enseignants, personnels des écoles, établissements, CARDIE, conseiller territorial du Défenseur des Droits, Jeunes Ambassadeurs des Droits au près des Enfants (JADE) | | | |
| Action n°6 | Finalisations d'outils : spectacles, tournages, enregistrements de mai à juin 2016 | 2 mois | 5 classes, donc 160 élèves et des spectateurs (200 personnes) | | enseignants, personnels des écoles, établissements, artistes et professionnels | | interventions d'artistes, professionnels | Studio d'enregistrement, salle de spectacle, infographiste |
| Action n°7 | Animations pédagogiques à destination des enseignants du primaire de février à avril 2016 | 3 mois | 90 enseignants du primaire | | professeurs des écoles, chargée de mission égalité F/G du rectorat, CARDIE, conseiller du défenseur des droits, Jeunes Ambassadeurs des Droits auprès des Enfants (JADE), association Chancégol | | | |
| Action n°8 | Finalisations de nouveaux outils : de février à juin 2016 | 2 mois | 6 classes, donc 160 élèves et des spectateurs (200 personnes) | | enseignants, personnels des écoles, établissements, artistes et professionnels | | interventions d'artistes, professionnels | Studio d'enregistrement, salle de spectacle, infographiste |
| Action n°9 | Conférences à destination d'élèves mais aussi enseignants, personnels des établissements de novembre 2015 à mai 2016 : autour du 25 novembre, du 8 mars | 4 mois | Plusieurs classes d'un même niveau de deux établissements | | enseignants, personnels des écoles, établissements, conseiller territorial du Défenseur des Droits | | | |

Restitution finale du porteur de projet
Annexe 3 - Liste des outils développés dans le cadre de l'expérimentation

| | |
|-------------------------|----------|
| Numéro du projet | APDOM_47 |
|-------------------------|----------|

| | Nom de l'outil | Fonction des outils de pilotage, de suivi, de communication, de formation, de sensibilisation, etc.) (préciser si ce sont des outils de pilotage, de suivi, de communication, de formation, de sensibilisation, etc.) | Utilisateurs ou destinataires | Format (papier, électronique, etc.) | Transférable en dehors de l'expérimentation (oui/non) |
|----|--|---|--|--|--|
| 1 | "Les filles et les garçons, c'est pas pareil" | Album de littérature de jeunesse (sensibilisation/prévention) | enfants de 2 à 7 ans (PS/MS/GS/CP) | livre papier et numérique | oui |
| 2 | "Mimose" | Roman de littérature de jeunesse (sensibilisation/prévention) | enfants de 8 à 12 ans (CE2/CM1/CM2/6ème) | livre papier et numérique | oui |
| 3 | "La Révolte de Blanche-Neige" | Pièce de théâtre filmée (débat/discussions) | enfants de 5 à 12 ans (GS/CP/CE1/CE2/CM1/CM2/6ème) | film à télécharger et DVD | oui |
| 4 | Théâtre forum | Sketches et saynètes (sensibilisation/prévention) | collégiens et lycéens | | non |
| 5 | "10criminations" | Film documentaire (Sensibilisation/réflexion) | collégiens et lycéens | film à télécharger | oui |
| 6 | "Stéréotypes sexistes en milieu professionnel" | Film documentaire (Sensibilisation/réflexion) | collégiens et lycéens | film à télécharger | oui |
| 7 | "La Révolte de Blanche-Neige" making of | Film documentaire (Sensibilisation/réflexion) | Pour tous | film à télécharger et DVD | oui |
| 8 | "Esthéticien" | Film documentaire (sensibilisation/réflexion/prévention) | Pour tous | film à télécharger | oui |
| 9 | "Colorons le Monde" | CD album de 4 titres (Sensibilisation/prévention) | Pour tous | CD et version MP4 | oui |
| 10 | "Akoz" | Clip vidéo (sensibilisation/prévention) | Pour tous | film à télécharger | oui |
| 11 | | | | | |
| 12 | | | | | |
| 13 | | | | | |
| 14 | | | | | |
| 15 | | | | | |